REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPEDITION

**DECISION N° CI-2016-EL-268/27-12/CC/SG
du 27 décembre 2016 relative à la requête
de Messieurs LOUKOU Konan Désiré et
KOUAKOU Kouassi Kan Hemez Désiré**

AU NOM DU PEUPLE DE COTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Loi N°2000-514 du 1^{er} août 2000 portant Code électoral telle que modifiée par les Lois N°2012-1130 du 13 décembre 2012, N°2012-1193 du 27 décembre 2012, N°2015-216 du 02 avril 2015 et N°2016-840 du 18 octobre 2016 ;
- Vu** la Loi organique N°2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;
- Vu** la Loi N°2001-634 du 09 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante (CEI), telle que modifiée par la Loi N°2004-462 du 14 décembre 2004, les Décisions N°2005-06/PR du 15 juillet 2005, N°2005-11/PR du 29 août 2005, les Lois N°2014-335 du 18 juin 2014 et N°2014-664 du 03 novembre 2014 ;
- Vu** le Décret N°2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la requête de Messieurs LOUKOU Konan Désiré et KOUAKOU Kouassi Kan Hemez Désiré, en date du 23 décembre 2016, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le 23 décembre 2016, sous le numéro 099/2016/EL ;

Vu le mémoire en défense de Messieurs ASSA Ouffoué et KOUAME Konan Victor en date du 23 décembre 2016 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller-Rapporteur ;

Considérant que par la requête susvisée, Messieurs LOUKOU Konan Désiré et KOUAKOU Kouassi Kan Hemez Désiré, candidats à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016, ont saisi ledit Conseil d'une demande aux fins d'annulation de l'élection dans la circonscription électorale n° 20 de Lomokankro, Molonou, Tiébissou, Yakpabo-Sakassou, Communes et Sous-Préfectures de Tiébissou ;

Considérant qu'au soutien de leur requête, Messieurs LOUKOU Konan Désiré et KOUAKOU Kouassi Kan Hemez Désiré expliquent que le scrutin du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n° 20 a été émaillé de graves irrégularités de nature à emporter son annulation, notamment l'inobservation du délai de la campagne par certains candidats, la présence d'un nombre exagéré de personnes malvoyantes parmi les électeurs, la corruption des agents de la Commission Electorale Indépendante (CEI), la corruption des électeurs, l'excès de bulletins de vote dans certains bureaux, ainsi que les menaces et intimidations de certains assesseurs ;

Qu'ainsi, s'agissant de l'inobservation de la période légale de campagne, les requérants reprochent à leurs adversaires, les candidats ASSA Affoué et Victor KOUAME, d'avoir tenu des meetings le samedi 17 décembre 2016, entre autres localités à

Molonou, à Akoi N'Denou, N'Gattadolikro, Bakrosakassou, alors qu'en application de la réglementation en vigueur, la campagne électorale devait prendre fin dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 décembre 2016 à minuit ; que par ailleurs, le chef de canton des Nanafouet s'est investi dans cette campagne, en sillonnant tous les villages du canton, pour passer des consignes de vote en faveur des candidats ci-dessus cités ;

Que, s'agissant de la participation de non-voyants au scrutin, les requérants expliquent, qu'étant originaires de la région, ils ont été surpris par la présence de nombreux aveugles ; qu'ils voient en cela, une manœuvre frauduleuse ayant permis à leurs adversaires d'orienter en leur faveur, le choix d'un peu plus de soixante-dix (70) électeurs ; qu'à ces supposés malvoyants, ils ajoutent des personnes considérées parfois à tort comme des vieillards, dont les agents électoraux, sous le noble prétexte de les aider à voter, ont détourné les suffrages au profit des candidats finalement déclarés élus ;

Qu'en ce qui concerne les actes de corruption, les requérants expliquent que les candidats Ousmane BAMBA, ASSA Affoué et Victor KOUAME ont fait distribuer des billets de banque aussi bien aux agents électoraux qu'aux populations pour les déterminer à voter en leur faveur, et cela dans la quasi-totalité des villages de la circonscription ;

Que, dans certains bureaux de vote, à la fin du dépouillement, il s'est avéré que le nombre total de bulletins de vote est supérieur à ceux indiqués dans les documents de transmission ; ce qui laisse supposer que certains bulletins, certainement pré-renseignés en dehors du bureau de vote, ont été utilisés, de sorte qu'ils sont venus en surnombre sur le total des bulletins ; que les requérants en déduisent qu'il s'agit d'actes de tricherie ;

Qu'enfin, leurs assesseurs ont fait l'objet de menaces et d'intimidation de la part des partisans de ASSA Affoué et Victor KOUAME, poussant ceux-ci parfois à quitter les bureaux de vote ;

Que tous ces faits constituant des irrégularités de nature à entacher la sincérité du scrutin, ils sollicitent la juridiction constitutionnelle d'annuler le scrutin du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n° 20 de Lomokankro, Molonou, Tiébissou-Yakpabo, Sakassou, Commune et Sous-Préfecture de Tiébissou ;

Considérant qu'en réplique aux moyens soulevés par leurs adversaires à cette élection, Messieurs ASSA Ouffoué et KOUAME Konan Victor, candidats déclarés élus, qualifient lesdites déclarations d'allégations sans fondements ; qu'ils indiquent que ceux-ci leur imputent des faits sans en rapporter la preuve et affirment avoir été élus dans des conditions transparentes à l'issue d'un scrutin crédible en tous points ;

Qu'en conséquence, ils prient la juridiction constitutionnelle, de rejeter la requête des requérants comme mal fondée ;

Considérant, sur la forme, qu'en application de l'article 101 nouveau alinéa 1^{er} du Code électoral, « le droit de contester une élection dans une circonscription donnée appartient à tout candidat, toute liste de candidats, tout Parti ou Groupement politique ayant parrainé une candidature dans le délai de cinq jours francs, à compter de la date de proclamation officielle des résultats par la Commission chargée des élections » ;

Que les requérants étaient bien candidats à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016 dans la circonscription électorale n° 20 susvisée ; qu'ils ont donc qualité pour agir ;

Que, par ailleurs, la requête étant introduite dans les forme et délai prévus par la loi, elle doit être déclarée régulière et recevable ;

Considérant, sur le fond, que les requérants allèguent à l'encontre de leurs adversaires déclarés élus, qu'ils ont poursuivi leur campagne au-delà de la période règlementaire et organisé des rassemblements dans divers lieux le samedi 17 décembre 2016, sans produire aucune preuve à l'appui de leurs déclarations ;

Que par ailleurs, leurs représentants ont émarginé les différents procès-verbaux sans réserve, ni observation ;

Que la preuve de la corruption des agents électoraux ou des électeurs par les candidats déclarés élus n'est pas rapportée ;

Qu'enfin, les demandeurs affirment, sans non plus en rapporter la preuve, que les bulletins de vote exprimés, sont supérieurs au nombre de votants ;

Qu'en conséquence, de ce qui précède, il y a lieu de les déclarer mal fondés et de rejeter leur requête ;

Décide :

Article premier : Déclare, en la forme, la requête de Messieurs LOUKOU Konan Désiré et KOUAKOU Kouassi Kan Hemez régulière et recevable ;

Article 2 : Déclare ladite requête mal fondée et la rejette ;

Article 3 : Dit que la présente décision sera notifiée aux requérants, aux candidats ASSA Ouffoué et KOUAME Konan Victor dont l'élection est contestée, à l'Assemblée nationale, ainsi qu'à la Commission Electorale Indépendante (CEI) et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 27 décembre 2016 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs :

Mamadou KONE,	Président
Hyacinthe SARASSORO,	Conseiller
François GUEI,	Conseiller
Emmanuel TANO Kouadio,	Conseiller
Loma CISSE épouse MATTO,	Conseiller
Geneviève Affoué KOFFI épouse KOUAME,	Conseiller
Emmanuel ASSI,	Conseiller

Assistés de Monsieur COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime

Mamadou KONE

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME A LA MINUTE

Abidjan, le

Le Secrétaire Général

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime